



ATTAC 76-27

22bis, rue Dumont d'Urville—76000 Rouen
correspondance@attac-rouen.org

Juillet 2022

Le nucléaire : À l'heure du choix de civilisation

L'enjeu est de taille, il s'agit de ne plus avoir recours aux énergies fossiles (gaz, charbon, pétrole...) émettrices de gaz à effet de serre, dans l'urgence, puisque nous n'avons plus que 3 ans pour commencer à réduire ces émissions et à terme ne pas dépasser 2° d'élévation des températures, seuil maximal fixé par les accords de Paris.

Il est clair que cette lutte contre le réchauffement climatique est un véritable défi qui demande un changement de société, de valeurs, de priorités dans nos choix de vie.

Il faut :

- gagner l'adhésion des citoyens, car ce scénario implique une plus grande sobriété dans la consommation,
- arrêter le gâchis des matières premières qui sont limitées sur notre planète,
- remettre en question le dogme de la croissance tous azimuts imposé par l'économie libérale et les multinationales de la planète (chiffres du rapport de l'ONG Carbon Disclosure Project réalisé en collaboration avec le Climate Accountability Institute : 70% des émissions de gaz à effet de serre sont signées par seulement 100 grandes entreprises),

- promouvoir une planète moins inégalitaire, notamment entre les pays du nord et les pays du sud. En 2019, 1/3 de la population mondiale n'a pas accès à l'eau salubre, 10% à l'eau potable (données OMS, UNICEF), 10% n'a pas accès à l'électricité (données banque mondiale).

Le débat autour de ces enjeux ne doit pas être réservé à une élite de « sachants » ou pire, de dictateurs complotistes.

Nous devons trouver le chemin d'une réflexion collective sur :

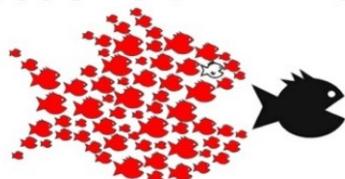
- Ce qui est nécessaire et ce qui est futile,
- Comment nous produisons, commercialisons, ou échangeons les biens de consommation.

Suite de l'article en pages 4 et 5.



Les orientations et les débats dans Attac France

Passez à l'ATTAC !



Les orientations de notre association pour les trois années à venir, élaborées et amendées par les adhérent.es seront soumises aux votes pour adoption de l'ensemble des adhérent.es lors de l'assemblée générale le 1er octobre prochain :

- la lutte pour la justice fiscale et sociale et un contrôle démocratique du financement de l'économie,
- la lutte pour la justice climatique et une bifurcation écologique,
- la lutte contre l'impunité des multinationales, les accords de libre-

échange et l'emprise du capitalisme numérique,

- le démantèlement du patriarcat pour changer le système,
- l'opposition à la montée de l'autoritarisme et promouvoir la solidarité,
- la construction active d'alliances entre mouvements sociaux à toutes les échelles pour faire vivre nos engagements.

Ces revendications sont développées dans le rapport d'orientation qui sera transmis début juillet.

Lors des assises, un amendement a été proposé par le comité local Rouen-agglo sur le nucléaire qui fait l'objet d'un article dans le journal en page 4 et 5.

Les moyens nécessaires pour mettre en œuvre ces orientations et ces

engagements restent à déterminer, tant localement que nationalement : éducation populaire, formation, choix des modes d'actions...

Attac Rouen s'interroge également sur d'autres sujets : la décroissance, la sobriété, la radicalité, la détermination des campagnes et décisions de l'association, la proximité avec les organisations environnementales, syndicales, féministes ...

La participation active d'Attac dans le collectif « Plus Jamais ça » et aux universités d'été des mouvements sociaux montre sa détermination à agir.

Yves, Michèle, Catherine (Attac Rouen)

Avec : *Matthieu Essahli - Professeur de collège, Claire Avriilon - Accompagnante d'Élève en Situation de Handicap (AESH), Antoine Vigot - Professeur de collège syndicaliste, Marion Charpenel - Maîtresse de conférences Université, Claire Labigne - Directrice d'école primaire, Dorothée Lepiller - Infirmière parent d'élève.*

Les questions posées aux intervenants étaient les suivantes :

- Qu'est-ce que la pandémie a révélé dans ce domaine ?
- Quelles propositions pour améliorer et faire évoluer ?

Dans les lycées :

Pas de protocole sanitaire, des classes chargées à 36 ou 37 par classe, pas de ventilation, de sens de circulation, une grande docilité du corps enseignant.

A l'université :

Des moyens qui diminuent d'année en année, l'absence de création de postes de titulaires qui a entraîné 19 2000 heures de travail complémentaires soit l'équivalent de 1 000 postes et des cours non réalisés faute d'enseignant ! L'université, c'est aussi un lieu d'échange, de vie estudiantine et la pandémie a en grande partie détruit cet aspect. L'université tient par ses agents et par leur conscience professionnelle. On constate peu ou pas de personnel médico-social alors que les besoins sont importants en particulier depuis cette pandémie ou beaucoup d'étudiants sont en détresse psychologique. Le chèque gouvernemental qui devait permettre de consulter un psychologue n'a pas permis de compenser ce déficit de moyens. Enfin, les réformes passées et à venir sont inquiétantes pour l'avenir de l'université (Droits d'inscription en hausse).



A l'école primaire :

Dans son école, Claire Labigne a relaté son expérience. Elle était seule dans l'école durant le confinement pour accompagner les enfants, les parents et les enseignants. La communication se faisait par mail, par téléphone principalement. Le fait significatif, ce fut surtout le manque de communication avec la hiérarchie. (Les nouvelles directives étaient connues par les enseignants en regardant BFMTV ou tout autre média !!) Les enseignants prenaient connaissance des nouvelles directives par les médias. Les conséquences en termes d'enseignement pour les enfants sont surtout une baisse significative du niveau de français. En mathé-

matique, il reste équivalent. L'autre conséquence, c'est la difficulté à accueillir des enfants qui nécessitent un suivi médical ou psychologique. Dans les CMP, il y a actuellement des mois d'attente avant la prise en charge.

Dans les collèges :

La pandémie a révélé une fracture numérique importante entre les familles. Les moyens sont différents et ont des conséquences importantes sur la scolarité des élèves. C'est véritablement un accélérateur des inégalités. De plus, aucun moyen supplémentaire n'a été alloué pour compenser cette période difficile pour beaucoup. Pour mémoire, 7 900 postes d'enseignants ont été supprimés dans le secondaire. La réforme qui individualise les parcours scolaires accentue encore un peu plus ces inégalités. Les élèves sont fragilisés, d'autant plus que le dispositif parcours sup est particulièrement anxiogène. Beaucoup d'élèves ou d'étudiants sont sous anxiolytiques. Une fois de plus, les politiques publiques sont déficientes dans le domaine de l'éducation. Cette scolarité en pointillé a encore élargi le fossé entre les différentes catégories socioprofessionnelles.

Côté parents d'élève :

Au début du confinement, il m'a fallu être au front pour gérer les patients, en tant qu'infirmière, et m'occuper de l'enseignement scolaire de ma fille de 7 ans à la maison.

Mais, tous les parents n'avaient pas tous les codes, ni les connaissances pédagogiques, ni la patience, nécessaires pour gérer cette situation. À chacun son métier ! J'ai fait pour le mieux en associant mon travail, le télétravail de son père et le télétravail pour l'école.

Au retour à l'école, ma fille était stressée à l'idée de ramener le virus à la maison, « de contaminer et de faire mourir ses grands-parents », malgré le port du masque et le lavage des mains. Là, c'est l'école qui n'avait pas les codes, les bonnes pratiques d'hygiène. Beaucoup de contraintes dans la vie d'une jeune enfant !

J'ai remarqué que ma fille était moins fatiguée, car elle se levait plus tard et gérait son temps de travail scolaire selon ses envies. Peut-être faudrait-il reposer la question de horaires scolaires...

Aujourd'hui, j'estime que j'ai fait au mieux avec mes capacités et mes connaissances. Mais, nous n'avons pas été tous égaux, en tant que parents, pour gérer cette pandémie. J'espère que ma fille n'aura pas trop de séquelles psychologiques et pédagogiques à l'avenir.

Pour l'avenir :

La revalorisation des salaires seule ne permettra pas de résoudre l'ensemble de ces difficultés. Il faut recruter, revoir les programmes scolaires... Et puis, l'école à distance, ce n'est pas la solution, elle permet dans un laps de temps très court de palier les difficultés. Mais la rencontre avec les autres, le regard de l'enseignant et sa compréhension des individualités sont, de toute évidence, nécessaires à un enseignement de qualité.

Christian et Michèle (ATTAC Rouen)

Le nucléaire : À l'heure du choix de civilisation (suite de la page 1)

Pourquoi le nucléaire n'est pas un bon choix

Au niveau de l'urgence climatique, le nucléaire n'est pas un bon choix car construire de nouvelles centrales demande des années (une quinzaine a minima) si on ne compte pas les aléas et la perte de savoir-faire, comme constaté avec les EPR.

Au niveau économique, où est la vérité des prix entre les coûts privés, les coûts externes et les coûts sociaux ?

- Les coûts privés,
Combien le coût d'un EPR à Flamanville, 3,5 milliards comme prévu initialement ou près de 20 milliards comme revu actuellement, combien le coût du grand carénage 45, 50, 90 milliards ?
combien le coût de l'uranium acheté au Canada, pillé en Afrique ou sous embargo en Russie et au Kazakhstan ?
- Les coûts externes,
Comment évaluer les coûts de démantèlement, de gestion des déchets et de prolifération de matières radioactives, d'accidents nucléaires ? On ne sait pas le faire, on sait simplement que 20 entreprises du CAC 40 font des affaires et des profits dans le nucléaire,
- Les coûts sociaux,
On ne peut pas garantir qu'il y aura un accident dans une centrale nucléaire, comme on ne peut pas garantir qu'il n'y en aura pas. Par contre on sait qu'un accident nucléaire, ce sont des déplacements massifs de population, des vies en jeu : quelle valeur financière donner à une vie ? Est-ce qu'un profit vaut mieux qu'une vie ?



PLANTU, 1979

Le nucléaire et la culture du risque



La sûreté des installations, c'est-à-dire la maîtrise des risques liés aux substances radioactives, est problématique. En attestent les nombreux accidents survenus depuis la construction des premières centrales dont les plus connus sont Tchernobyl en URSS, Fukushima au Japon, qui ont laissé des friches industrielles radioactives, pour des centaines, voire des milliers d'années. Il en est qui sont méconnus ou tenus secrets pour ne pas inquiéter la population (Saint-Laurent des-Eaux sur la Loire en 1969 et 1980 : fonte partielle du cœur du réacteur, même chose à Three Miles Island aux USA en 1979, ainsi qu'à Kytchim en URSS, en 1957, explosion dans une usine de retraitement ...)

La vulnérabilité aux conflits des centrales n'est plus à démontrer, depuis que la Russie a mis en danger le sarcophage de Tchernobyl ou la centrale nucléaire de Zaporizhzhya.

De même, Greenpeace s'est plusieurs fois introduit sur des sites nucléaires sans grande difficulté... Enfin dans cette période d'instabilité géopolitique, il n'est pas inutile de rappeler que la sûreté des centrales nucléaires court après les événements pour se mettre à niveau : tempête et inondation de décembre 1999, attentats aux USA du 11 septembre, impact de l'épidémie de Covid sur les programmes de maintenance...

Le nucléaire : À l'heure du choix de civilisation (suite de la page 1)



Les effets sur la santé font encore l'objet de controverses scientifiques. On sait que les radiations tuent mais à partir de quel dosage ? Difficile à dire... D'où les mensonges des pronucléaires : Fukushima n'aurait tué personne, et Tchernobyl seulement 30 ! Pour une partie des déchets, le principe de « dilution » qui consiste à mélanger des matières radioactives à des matières saines est utilisé en espérant que les faibles doses soient moins délétères que les fortes. Ce qui n'est pas du tout prouvé. Il n'existe pas actuellement de solutions sûres et pérennes pour le traitement et le stockage des déchets radioactifs.

Le nucléaire et la démocratie

Le nucléaire constitue un bon alibi pour l'affaiblissement de la démocratie,

Depuis le début : le choix du nucléaire en France, décidé par le Général De Gaulle, n'a donné lieu à aucune discussion démocratique, à aucun vote, alors même que les effets du nucléaire peuvent s'avérer dangereux pour la population. Rappelons que les essais nucléaires à Regane dans le Sahara, ainsi qu'en Polynésie ont provoqué des cancers et des décès dans la population et parmi les militaires présents.

L'histoire continue : le président Macron veut décider de la relance du nucléaire !

L'opacité autour de cette industrie est entière : les accidents et incidents sont cachés à la population : souvenons-nous que le nuage de Tchernobyl s'est arrêté à la frontière... Le lobbying est incessant, notamment au Parlement, les risques sous-évalués et les conséquences des catastrophes minimisées. Le mécanisme de déni est constant, la communication fallacieuse, les rejets de radioactivité masqués.

Plus grave encore, le nucléaire est « protégé » par des lois d'exceptions. Les mouvements de grève dans les centrales nucléaires sont quasiment interdits, le fichage administratif des antinucléaires et des personnes travaillant dans le nucléaire est systématique.

Conclusion

S'engager dans le développement du nucléaire c'est donc s'engager dans un chemin aux coûts élevés et incertains, prendre le risque d'accidents majeurs et se condamner à troquer des gaz à effets de serre contre des déchets nucléaires.

Dans le même temps, il y a désormais un consensus scientifique qui valide les énergies renouvelables.

Il apparaît clairement qu'il faut en finir avec le nucléaire, le plus tôt possible, et utiliser les ressources fléchées sur le renouvellement des centrales nucléaires pour développer rapidement les énergies renouvelables et diminuer la consommation d'énergie (isolation des bâtiments).

Que doit faire Attac ?

La relance prévisible de chantiers de centrales nucléaires va entraîner des oppositions : nous devons y participer avec nos partenaires de « Plus jamais ça ».

Nous devons défendre la garantie de l'emploi pour tous les travailleurs du nucléaire. Notons au passage que lors de la phase de développement du nucléaire, le transfert des salariés des centrales classiques vers le nucléaire s'est fait sans heurt.

Nous devons inventer un nouveau modèle de service public et Attac doit s'y impliquer.

EDF n'est plus un service public, c'est une société anonyme qui rivalise avec ses concurrents et qui n'hésite pas, par exemple, à bafouer les droits des peuples autochtones mexicains en construisant un parc éolien dans la région de Oaxaca.

Pour autant, si les coopératives de production de proximité sont intéressantes au point de vue des valeurs qu'elles promeuvent (économie sociale et solidaire) elles ne peuvent constituer à elles seules une solution globale : les énergies renouvelables, par nature intermittentes, ne peuvent suffire.

Il faudrait donc un modèle qui allie une certaine centralisation pour permettre un accès garanti et équitable à tous les consommateurs et une forme de décentralisation pour donner à tous les usagers les moyens de peser sur les choix de production.

Lib, Pierrot, Christian, Pascal, Françoise (ATTAC Rouen)

Pénuries, restrictions, inflation, spéculation

La guerre en Ukraine a aggravé une situation déjà tendue. Le prix de plusieurs produits alimentaires de base atteint des records. Certains rayons de supermarchés sont vides. Une crise mondiale se profile tandis que le bétail et les biocarburants continuent de détourner une part importante de la production céréalière.



Le prix des produits alimentaires les plus courants n'a jamais été aussi haut depuis la création en 1990 de l'indice de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en mars une hausse de 12,6 % par rapport à février, et la hausse se poursuit. Cette hausse est notamment due à l'augmentation considérable du prix des huiles végétales et des céréales depuis février. La viande, le sucre et les produits laitiers coûtent eux aussi, de plus en plus cher.

Les stocks de denrées alimentaires étaient déjà très faibles en raison d'une succession d'événements climatiques qui ont eu un impact sur les récoltes. De plus la Chine avait réalisé d'importants stocks en prévention d'une épidémie de peste porcine et d'un contexte politique tendu avec Taiwan.

La Russie et l'Ukraine pèsent 30 % des exportations mondiales de blé, mais sont aussi de grands producteurs de tournesol, de sarrasin et de diverses céréales, ainsi que d'engrais. Toutes ces exportations sont mises à mal par la guerre.

L'on peut craindre la remontée de la faim dans le monde selon le rapporteur des Nations Unies. Selon le

Programme alimentaire mondial (PAM), 43 millions de personnes devraient de ce fait être confrontés à une insécurité alimentaire aiguë dans la région du Sahel d'ici juin.

Les gouvernements et les organisations internationales doivent prendre leurs responsabilités pour sortir des conflits car, six personnes sur dix souffrant de la faim dans le monde, vivent dans une zone de conflit. Il faudrait également se mobiliser pour l'environnement, car en plus des catastrophes naturelles, et des conflits, le réchauffement climatique provoque famines, exodes massifs de populations ainsi que crises politiques, telles que les révoltes de la faim du printemps arabe de 2011.

Les grosses entreprises agroalimentaires cotées en Bourse, se partagent le gâteau. Cette financiarisation de nos ressources accroît les difficultés pour les populations.



En outre, 40 % des céréales produites dans le monde servent à nourrir le bétail et 14 % de la production des huiles végétales dans le monde finissent en biodiesel. Le biocarburant n'est pas si bon pour l'environnement et sa production favorise le maintien de prix élevés des denrées utilisées.

La désorganisation des marchés ne touche pas seulement les denrées alimentaires, ce sont actuellement de nombreux pans de l'économie qui souffrent de pénurie et des coûts de plus en plus exorbitants de l'énergie.

En plus des solutions d'ordre politique, relocaliser, se poser les bonnes questions et changer ses habitudes de consommation est nécessaire.

Isabelle (ATTAC Dieppe)

Ukraine : pour une solidarité internationaliste Les vidéos, mercredi 16 mars 2022, par Attac France

Fidèle à sa mission d'éducation populaire, Attac met à votre disposition des contributions et prises de positions afin d'apporter un éclair-

rage sur les questions et enjeux liés à la guerre en Ukraine.



Face à la guerre impérialiste menée par Vladimir Poutine contre le peuple ukrainien, comment organiser la solidarité internationale ?

<https://france.attac.org/actus-et-medias/les-vidéos/article/a-revoir-ukraine-face-a-la-guerre-solidarite-internationaliste>

Projet d'aménagement des Pépinières



Au sein du quartier Saint-Clément de Rouen sur l'ancien site des « Pépinières », une friche urbaine de 500 logements désaffectés, le groupement d'opérateurs Cogedim et Virgil réaliseront, en co-construction avec la Ville de Rouen, la Métropole Rouen Normandie et Rouen Habitat, une opération de renouvellement urbain de 600 logements. Rouen Habitat conservera deux bâtiments qu'il souhaite transformer en logements sociaux. L'agence grand public, spécialisée dans l'offre de solutions de co-construction, de partage et de communication aux dirigeant·e·s engagé·e·s dans la transformation d'entreprises, d'institutions et de territoire, a contacté ATTAC, des habitant·e·s et des associations de l'agglomération pour obtenir leur avis sur le projet.

A l'automne 2020, cette agence avait réalisé une enquête audiovisuelle auprès de 30 habitant·e·s de toute la métropole qui avaient fait part de leur envie d'en faire un quartier coresponsable, et surtout solidaire. Cette démarche, présentée le 3 mars 2022, comme une concertation citoyenne devant une centaine de riverains, s'est avérée être une réunion publique de présentation d'un projet immobilier pratiquement finalisé. Sur le papier, l'accent était mis sur la nécessité d'un dialogue de nature à enrichir la réflexion des élu·e·s et du groupement d'opérateurs présents en écoutant la parole des habitant·e·s.

A la première réunion, les élus avaient pour mission de faire passer le projet en laissant s'exprimer les doutes et en justifiant les choix arrêtés. A la deuxième réunion, les intervenants, l'agence grand public, architectes, paysagistes... ont écouté les personnes réunies faire part de leurs envies d'aménagement du site : forme des pelouses, aménagement de quelques espaces collectifs... sous réserve de la prise en compte des propositions faites, la concertation semblait enfin de mise. Le 3 mai, une réunion publique à l'Orangerie du Jardin des Plantes, réunissait les acteurs du projet et moins d'une centaine de riverains. Le projet amendé de quelques demandes des habitant·e·s, a été présenté devant des élus ravis, leur projet ayant été récompensé par l'Assemblée nationale, et une population partagée

entre l'inquiétude d'avoir été utilisée et la satisfaction d'avoir été écoutée par des édiles. Des questions restées en suspens, des problèmes sans solution, la satisfaction n'était pas partagée.

De nouvelles réunions pour informer les riverains de l'évolution du projet se tiendront jusqu'à l'aboutissement complet du projet en 2026.

Le projet conduit à surpeupler davantage la rive gauche, comme toutes les villes de façon générale, alors que des villages se meurent. Il relève de choix contraires à une certaine conception de la sauvegarde de la biodiversité et de l'aménagement du territoire. Bétonner, même avec un prétexte de verdure, reste bétonner.

De plus, les infrastructures actuelles ne permettent pas l'intégration de milliers de personnes supplémentaires installées sur cette rive ces 5 dernières années sans poser des problèmes relationnels et individuels :

Les écoles sont surchargées, il n'existe qu'un collège. La promesse d'agrandissement de l'école des Pépinières permettra uniquement l'intégration des enfants du nouveau quartier, la population des Chartreux et de la rue Dufay n'ayant pas été prise en compte dans le calcul des places nécessaires en milieu scolaire. Trois collèges existaient sur la rive gauche avant la construction de milliers de logements en quelques années et pas le moindre projet de construction d'un nouvel établissement. Malgré l'implantation d'une nouvelle école promise dans le quartier Flaubert, la répartition des élèves dans différents établissements scolaires engendrera surcharge des classes et nécessitera l'utilisation de véhicules pour le transport des enfants.

Or, les élus ont rappelé la nécessité de la lutte contre le réchauffement climatique justifiant ainsi le manque d'anticipation sur les problèmes de parking. Une enquête doit être ouverte à ce sujet sur l'ensemble de la ville de Rouen dans les mois qui viennent et une réflexion menée sur un nouveau plan de déplacement : Rouen est bien connue pour la qualité et le nombre de ses pistes cyclables!!!

Il convient toutefois de reconnaître la qualité de la communication sur le projet :

- Une première séance un peu houleuse sous forme de réunion publique,
- Une semaine pour digérer l'information et une réunion qui marque l'acceptation du projet par la participation à des aménagements sans grande incidence sur la totalité du projet : un simple vernis de concertation citoyenne.

Catherine (ATTAC Rouen)

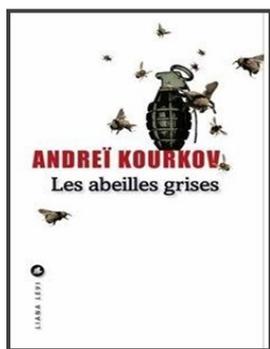
Coin Culture



Les abeilles grises

Dans un petit village abandonné de la « zone grise » coincés entre armée et séparatistes pro russes, vivent deux laissés pour compte : Sergueitch et Pachka . Désormais seuls habitants de ce no man's Land, ces ennemis d'enfance sont obligés de coopérer pour ne pas sombrer et cela malgré des points -de vue divergents vis -à-vis du conflit. Aux conditions de vie rudimentaires s'ajoute la monotonie des journées d'hiver, animées pour Sergueitch, de rêves visionnaires et de souvenirs. Apiculteur dévoué, il croit au pouvoir bénéfique de ses abeilles qui autrefois attirait des clients venus de loin pour dormir sur ses ruches lors de séances

d'« apithérapie ». Le printemps venu, Sergueitch décide de leur chercher un endroit plus calme. Ayant chargé ses six ruches sur la remorque de sa vieille Tchetsviorka, le voilà qui part à l'aventure. Mais même au, milieu des douces prairies fleuries de l'Ukraine de l'ouest et du silence des montagnes de Crimée, l'œil de Moscou reste grand ouvert...



Ce qui dépend de nous

De nombreux contributeurs et contributrices ont souhaité apporter leur expertise et leur soutien à cet ouvrage collectif, et notamment : Dominique Méda, Claire Hédon, Mathilde Larrère, Nicolas Girard, Jean-Baptiste Fresoz, Marie-Hélène Bacqué, Pablo Servigne, Guillaume Faburel, Geneviève Azam, François Gemenne, Laurence de Cock, Txetx Etcheverry, Amélie Cannonne, etc.

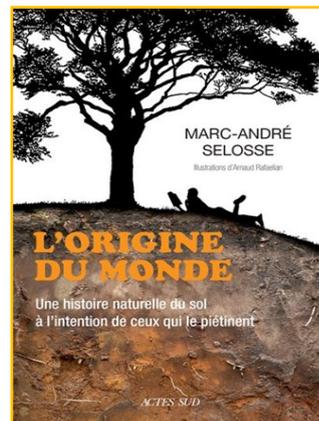
Avec la pandémie, le mot « relocalisation » est désormais dans toutes les

bouches. Minimaliste et cosmétique dans sa version néolibérale, haineuse dans sa version nationaliste, la relocalisation peut aussi être écologique et solidaire. C'est cette voie, apte à fédérer largement, que détaille ce manifeste, auquel ont contribué, à l'initiative d'Attac, des militant·e·s et chercheurs·euses d'horizons variés.

Si le capitalisme productiviste appauvrit les pauvres et dévaste la biosphère, ce manifeste propose, à partir de l'action

L'origine du monde

Le sol est l'origine du monde, car il le porte, le nourrit et le protège. Il est construit par sa biodiversité, qui représente 25 % des espèces connues. Il fourmille d'animaux et de microbes qui vivent et se nourrissent de façons incroyablement variées : cette diversité assure tout simplement... le fonctionnement des écosystèmes terrestres. Le sol fait aussi la fertilité des océans, régule le cours des rivières et modifie le climat. C'est une puissante et étonnante construction du monde vivant. Hélas ! Méconnaissant le sol, qui nous paraît opaque et sale, nous l'avons endommagé depuis des millénaires. Urbanisation, agricultures inadaptées, salinisation, pollution... l'empêchent d'assurer ses services inestimables et il disparaît sous nos yeux par érosion. Marc-André Selosse nous invite à un magnifique périple souterrain, accessible à tous, entre les composants du sol et sa vie débordante.



Il nous fait découvrir la partie souterraine et méconnue des plantes. Enfin, il conclut avec optimisme sur les gestes grâce auxquels nous transmettrons des sols intacts aux générations futures. Car ceux-ci peuvent devenir des outils de développement durable. Avec sa faconde habituelle et un brin d'humour dans l'illustration, l'auteur nous raconte simplement le sol et éclaire de nombreuses observations banales. En comprenant ce sol que nous piétons, nous retisserons notre lien perdu au monde naturel.

des mouvements sociaux, comment redéfinir et redistribuer les richesses, démocratiser la société et de l'économie, affirmer la solidarité inclusive et l'importance de notre interdépendance avec la Terre et le vivant.

Les mouvements sociaux et altermondialistes travaillent depuis plus de vingt ans, en alliance avec des scientifiques, à concevoir et expérimenter des alternatives : elles sont aujourd'hui mûres, crédibles et radicales. Pour les imposer aux domi-

nants, il va falloir les partager et les bonifier avec le plus grand nombre, et nourrir nos luttes par des complicités et des alliances inédites. Voilà « ce qui dépend de nous ».

